



Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)

ISSN: 2958-8413

Vol. 4, No. 4, Août 2026

This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/) license.



RECONFIGURATION DES STRATEGIES PAYSANNES ET INSECURITE ALIMENTAIRE: UNE ANALYSE SOCIOLOGIQUE DE LA CRISE AGRICOLE DANS LE TERRITOIRE DE DIBAYA (REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO)

MUNONGO MUKENDI Joseph Olivier

Chef de Travaux au Centre Interdisciplinaire pour le Développement et Éducation Permanente
(CIDEP), Doctorant à l'UNIKIN

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.22068993>

Résumé

La crise agricole constitue un facteur majeur de l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Cette étude analyse les déterminants sociaux, économiques et institutionnels de la crise agricole dans le territoire de Dibaya (Kasaï Central, République démocratique du Congo), ainsi que les stratégies développées par les ménages ruraux pour faire face à cette situation. La recherche adopte une approche sociologique mixte combinant analyse documentaire, observation directe, entretiens qualitatifs et enquête auprès des acteurs locaux. Les résultats montrent que la crise agricole résulte principalement de la faible productivité, du manque d'intrants, de la dégradation des infrastructures rurales, des effets du changement climatique, des conflits fonciers et de l'insuffisance de l'accompagnement institutionnel. Face à ces contraintes, les ménages développent des stratégies hybrides associant agriculture et activités non agricoles, notamment dans le secteur informel. L'étude met ainsi en évidence une reconfiguration des stratégies paysannes comme mécanisme d'adaptation à la vulnérabilité alimentaire et propose une approche intégrée combinant modernisation agricole, diversification des moyens d'existence et renforcement de la résilience rurale.

Mots-clés : crise agricole ; insécurité alimentaire ; stratégies paysannes ; diversification des moyens d'existence ; sociologie rurale ; Dibaya ; République démocratique du Congo.

Abstract

Agricultural crisis is a major driver of food insecurity in Sub-Saharan Africa. This study examines the social, economic, and institutional determinants of agricultural crisis in Dibaya Territory (Kasaï Central, Democratic Republic of the Congo) and explores the strategies developed by rural households

to cope with this situation. The research adopts a mixed sociological approach combining documentary analysis, direct observation, qualitative interviews, and field surveys among local stakeholders. The findings reveal that agricultural crisis is mainly associated with low productivity, limited access to inputs, poor rural infrastructure, climate change effects, land conflicts, and insufficient institutional support. In response, rural households develop hybrid livelihood strategies combining farming and non-farm activities, particularly within the informal sector. The study highlights the reconfiguration of peasant strategies as an adaptive response to food insecurity and emphasizes the need for integrated policies promoting agricultural modernization, livelihood diversification, and rural resilience.

Keywords: Agricultural crisis; Food insecurity; Peasant strategies; Livelihood diversification; Rural sociology; Dibaya Territory; Democratic Republic of the Congo.

1. Introduction

L'insécurité alimentaire demeure l'un des principaux défis auxquels sont confrontés les pays d'Afrique subsaharienne. Malgré les progrès réalisés dans certains contextes, des millions de personnes continuent de souffrir d'un accès insuffisant à une alimentation adéquate, sous l'effet combiné de la pauvreté, des changements climatiques, des conflits, de la croissance démographique et des dysfonctionnements institutionnels. Selon la FAO (2024), cette situation compromet non seulement les objectifs de développement durable, notamment l'Objectif 2 relatif à l'élimination de la faim, mais freine également le développement économique et social des territoires ruraux.

En République démocratique du Congo (RDC), ce défi apparaît particulièrement paradoxal. Le pays dispose d'un potentiel agricole exceptionnel, estimé à près de 80 millions d'hectares de terres arables, d'importantes ressources en eau et d'une diversité agroécologique favorable à une production agricole abondante. Pourtant, une proportion importante de la population demeure confrontée à une insécurité alimentaire chronique. Ce contraste entre l'abondance des ressources naturelles et la faiblesse de la production agricole traduit l'existence de contraintes multiples, d'ordre économique, institutionnel, environnemental et socioculturel, qui limitent le développement du secteur agricole.

Le territoire de Dibaya, situé dans la province du Kasai Central, illustre avec acuité cette contradiction. L'agriculture y constitue historiquement la principale activité économique des ménages ruraux et représente la base de leur subsistance. Toutefois, cette activité connaît une dégradation progressive marquée par la faiblesse des rendements, le manque d'infrastructures rurales, l'accès limité aux intrants agricoles, les conflits fonciers, les effets du changement climatique et l'insuffisance des politiques publiques d'encadrement. Face à ces difficultés, de nombreux ménages développent des stratégies de diversification de leurs moyens d'existence en s'orientant vers des activités non agricoles appartenant principalement au secteur informel.

Les recherches consacrées à l'insécurité alimentaire en République démocratique du Congo expliquent généralement ce phénomène par la pauvreté, les conflits armés, la faible productivité agricole, les déficits d'infrastructures ou les effets des changements climatiques. Bien que ces facteurs soient largement documentés, peu d'études se sont intéressées aux transformations des comportements des acteurs ruraux et aux logiques sociales qui conduisent les ménages à réorganiser progressivement leurs stratégies économiques au détriment de l'agriculture. Cette insuffisance constitue une lacune scientifique importante, car elle ne permet pas de comprendre pleinement les mécanismes sociaux qui entretiennent la crise agricole et contribuent à la persistance de l'insécurité alimentaire.

La présente étude se propose d'analyser les déterminants sociaux, économiques et institutionnels de la crise agricole dans le territoire de Dibaya, ainsi que les stratégies développées par les ménages ruraux pour faire face à l'insécurité alimentaire. Plus précisément, elle cherche à identifier les facteurs

expliquant le recul progressif de l'activité agricole, à analyser les nouvelles formes de diversification des moyens d'existence et à comprendre les logiques sociales qui sous-tendent ces transformations.

L'originalité de cette recherche réside dans la proposition d'un cadre d'analyse centré sur la reconfiguration des stratégies paysannes, entendue comme un processus d'adaptation par lequel les ménages ruraux combinent désormais les activités agricoles et non agricoles afin de sécuriser leurs moyens d'existence. Cette approche renouvelle l'analyse de la crise agricole en mettant l'accent sur les comportements des acteurs plutôt que sur les seules contraintes structurelles. Elle offre ainsi une grille de lecture susceptible d'éclairer les transformations contemporaines des économies rurales en République démocratique du Congo et, plus largement, dans les pays d'Afrique subsaharienne confrontés à des défis similaires.

Le reste de l'article est organisé en quatre sections. La première présente la revue de la littérature et le cadre conceptuel mobilisé. La deuxième expose la méthodologie de recherche. La troisième présente les principaux résultats empiriques. Enfin, la quatrième discute ces résultats au regard des travaux antérieurs avant de dégager les principales conclusions et recommandations.

2. Revue de littérature

2.1. Approches de l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire constitue une problématique multidimensionnelle qui mobilise plusieurs disciplines, notamment l'économie, la sociologie, la géographie, les sciences agronomiques et les études du développement. Selon la FAO (2024), elle se définit comme une situation dans laquelle une personne ne dispose pas, de manière permanente ou temporaire, d'un accès physique, économique et social à une alimentation suffisante, saine et nutritive lui permettant de satisfaire ses besoins alimentaires et de mener une vie active.

Les premières recherches sur cette question privilégiaient essentiellement l'explication par la disponibilité alimentaire. Dans cette perspective, les crises alimentaires étaient interprétées comme la conséquence d'une insuffisance de la production agricole. Cette approche a progressivement été remise en cause par les travaux d'Amartya Sen (1981), qui montrent que les famines et l'insécurité alimentaire résultent moins d'un manque global de nourriture que d'une incapacité des ménages à accéder aux ressources alimentaires disponibles. Cette évolution théorique a conduit à intégrer les dimensions économiques, sociales, politiques et institutionnelles dans l'analyse de la sécurité alimentaire.

Aujourd'hui, la littérature considère l'insécurité alimentaire comme un phénomène complexe résultant de l'interaction entre les systèmes de production agricole, les marchés, les institutions, les conditions environnementales et les stratégies développées par les ménages pour assurer leur subsistance.

2.2. Crise agricole et stratégies des ménages ruraux

La crise agricole observée dans plusieurs pays africains est généralement expliquée par une combinaison de facteurs structurels : faible productivité, dégradation des sols, insuffisance des infrastructures rurales, accès limité au crédit, faible diffusion des innovations agricoles, changement climatique et instabilité politique. Ces contraintes réduisent la rentabilité de l'activité agricole et fragilisent les moyens d'existence des ménages ruraux.

Face à ces difficultés, plusieurs auteurs (Ellis, 2000 ; Scoones, 1998 ; Chambers & Conway, 1992) montrent que les ménages développent des stratégies de diversification de leurs sources de revenus afin de réduire leur vulnérabilité. Cette diversification peut prendre différentes formes : petit commerce, artisanat, migration temporaire, transport, exploitation des ressources naturelles ou autres

activités du secteur informel. Elle constitue une stratégie d'adaptation permettant de répartir les risques dans des contextes caractérisés par une forte incertitude économique.

Toutefois, si cette diversification améliore parfois les revenus des ménages, elle peut également entraîner un désengagement progressif de l'agriculture lorsque les activités non agricoles apparaissent plus rentables ou moins risquées. Cette évolution transforme progressivement les systèmes de production ruraux et modifie les comportements économiques des producteurs.

2.3. Recherches sur la République démocratique du Congo

En République démocratique du Congo, les études consacrées à l'agriculture et à l'insécurité alimentaire mettent principalement en évidence l'impact des conflits armés, de la faiblesse des politiques publiques, du manque d'infrastructures, de la pauvreté rurale, des changements climatiques et de l'insuffisance des investissements agricoles. Les travaux de Ngalamulume Tshiebue (2016), Shomba Kinyamba (2019) et Munongo Mukendi (2023) montrent que les ménages ruraux sont confrontés à une accumulation de contraintes structurelles limitant leur capacité de production.

Ces recherches expliquent largement les difficultés du secteur agricole congolais, mais elles accordent une attention relativement limitée aux transformations des comportements des acteurs ruraux eux-mêmes. Les mécanismes sociaux qui conduisent les producteurs à réorienter progressivement leurs activités vers le secteur informel demeurent encore insuffisamment documentés.

2.4. Positionnement de la présente recherche

La présente étude s'inscrit dans la continuité des travaux consacrés à la sécurité alimentaire et au développement rural, tout en proposant une perspective complémentaire. Plutôt que d'expliquer la crise agricole uniquement par les contraintes économiques ou environnementales, elle analyse les logiques sociales qui orientent les décisions des ménages ruraux et transforment progressivement leur mode de production.

L'originalité de cette recherche réside dans la mise en évidence d'un processus de reconfiguration des stratégies paysannes, caractérisé par l'hybridation des activités agricoles et non agricoles comme réponse à l'insécurité alimentaire. Cette approche permet de mieux comprendre les transformations actuelles des économies rurales congolaises et propose un cadre d'analyse susceptible d'être mobilisé dans d'autres contextes d'Afrique subsaharienne confrontés à des dynamiques similaires.

3. Méthodologie

3.1. Type et approche de la recherche

Cette étude s'inscrit dans une démarche empirique de nature descriptive et analytique, fondée sur une approche sociologique. Elle mobilise un devis méthodologique mixte (qualitatif et quantitatif), permettant d'appréhender simultanément les dimensions objectives de la crise agricole et les logiques d'action développées par les acteurs ruraux face à l'insécurité alimentaire.

L'approche quantitative a permis de mesurer l'importance relative des principaux déterminants de la crise agricole, tandis que l'approche qualitative a servi à comprendre les perceptions, les représentations sociales et les stratégies d'adaptation des ménages ruraux.

3.2. Cadre de l'étude

Le territoire de Dibaya fut créé par l'Ordonnance n° 16/2 du 28 novembre 1913 prise par l'Administrateur général du Congo belge. À l'origine, ce territoire s'étendait au-delà de ses limites

actuelles, couvrant une partie de l'actuelle province du Kasai Oriental. Après l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance, il fit l'objet d'un redécoupage administratif ayant conduit à la création de trois entités territoriales distinctes : le territoire de Kabeya-Kamuanga et celui de Kamiji, rattachés à l'actuelle province du Kasai Oriental, ainsi que le territoire de Dibaya situé dans l'actuelle province du Kasai Central.

Actuellement, le territoire de Dibaya est limité à l'Est par le territoire de Kazumba, à l'Ouest par les territoires de Kamiji et de Kabeya-Kamuanga dans la province du Kasai Oriental, au Nord par le territoire de Dimbelenge, et au Sud par le territoire de Luiza ainsi que par la ville de Mwene-Ditu, devenue aujourd'hui une ville de la province de Lomami.

Ce territoire présente un intérêt scientifique particulier en raison de son important potentiel agricole, contrastant avec la persistance d'une insécurité alimentaire chronique. Les activités agricoles y demeurent la principale source de subsistance des ménages, même si elles sont progressivement concurrencées par diverses activités du secteur informel.

3.3. Population d'étude et échantillonnage

La population cible de cette étude est constituée des ménages ruraux, des autorités coutumières, des agents des services agricoles, des responsables d'organisations paysannes, des commerçants agricoles ainsi que d'autres acteurs intervenant dans les systèmes locaux de production et de commercialisation du territoire de Dibaya.

Conformément à l'approche méthodologique mixte adoptée, deux échantillons complémentaires ont été constitués.

Le volet quantitatif a porté sur 110 ménages ruraux, sélectionnés au moyen d'un échantillonnage raisonné. Ce choix visait à inclure des ménages directement impliqués dans les activités agricoles et confrontés aux problèmes de sécurité alimentaire, afin de recueillir des informations sur les caractéristiques socio-économiques des exploitations, les contraintes de production et les stratégies de subsistance.

Le volet qualitatif a concerné 10 informateurs clés, retenus selon un échantillonnage de type « boule de neige ». Cette technique a permis d'identifier progressivement les personnes disposant d'une connaissance approfondie des réalités agricoles et des dynamiques socio-économiques locales. Les informateurs clés comprenaient des autorités coutumières, des agents des services agricoles, des responsables d'organisations paysannes, des commerçants agricoles et des leaders communautaires.

Au total, 120 personnes ont participé à la recherche, dont 110 enquêtés dans le cadre du volet quantitatif et 10 informateurs clés pour le volet qualitatif. La combinaison de ces deux catégories de participants a favorisé la triangulation des données, renforçant ainsi la validité et la crédibilité des résultats.

Tableau 3.1. Répartition de l'échantillon selon l'approche méthodologique

Approche	Population cible	Taille de l'échantillon	Technique d'échantillonnage
Quantitative	Ménages ruraux	110	Échantillonnage raisonné
Qualitative	Informateurs clés	10	Boule de neige
Total	Participants	120	—

Source : Enquête de terrain, 2026.

Tableau 3.2. Catégories des informateurs clés

Catégorie d'acteurs	Nombre
Autorités coutumières	2
Agents des services agricoles	2
Responsables d'organisations paysannes	2
Commerçants agricoles	2
Leaders communautaires / personnes ressources	2
Total	10

Source : Enquête de terrain, 2026.

3.4. Techniques de collecte des données

Les données ont été recueillies à partir de plusieurs techniques complémentaires afin d'assurer une triangulation méthodologique.

L'analyse documentaire a permis d'exploiter les publications scientifiques, les rapports institutionnels, les statistiques officielles et les documents administratifs relatifs à l'agriculture et à la sécurité alimentaire.

L'observation directe a servi à documenter les pratiques agricoles, l'état des infrastructures rurales, les marchés locaux et les conditions de production.

Des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès des principaux acteurs afin de recueillir leurs expériences, leurs perceptions et leurs stratégies face à la crise agricole.

Enfin, des discussions de groupe (focus groups) ont permis de confronter les différents points de vue et d'identifier les représentations collectives relatives aux transformations des activités rurales.

3.5. Analyse des données

Les données qualitatives ont fait l'objet d'une analyse thématique consistant à identifier les principales catégories de sens relatives aux comportements des acteurs, aux contraintes agricoles et aux stratégies d'adaptation.

Les données quantitatives ont été analysées au moyen de statistiques descriptives (fréquences, pourcentages et tableaux de distribution) afin de mettre en évidence les principaux déterminants de la crise agricole et leurs effets sur la sécurité alimentaire.

L'interprétation des résultats s'appuie sur une lecture sociologique intégrant les interactions entre les facteurs économiques, institutionnels, environnementaux et culturels.

3.6. Considérations éthiques

Avant la collecte des données, les objectifs de la recherche ont été expliqués aux participants. Leur consentement libre et éclairé a été obtenu et l'anonymat des personnes interrogées a été garanti. Les informations recueillies ont été utilisées exclusivement à des fins scientifiques, conformément aux principes d'éthique de la recherche.

3.7. Limites de l'étude

Comme toute recherche de terrain, cette étude présente certaines limites. Les difficultés d'accès à certaines localités rurales, l'absence de bases de données statistiques actualisées ainsi que les contraintes logistiques ont parfois limité la collecte d'informations quantitatives exhaustives. Toutefois, le recours à la triangulation des sources et des méthodes a permis de renforcer la fiabilité et la crédibilité des résultats obtenus.

IV. Résultats de la recherche

4.1. Profil des enquêtés

Tableau 4.1. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés (n = 110)

Variables	Modalités	Effectif	Pourcentage (%)
Sexe	Homme	68	61,8
	Femme	42	38,2
Total		110	100
Âge	18–35 ans	34	30,9
	36–50 ans	49	44,5
	Plus de 50 ans	27	24,6
Niveau d'instruction	Aucun niveau	29	26,4
	Primaire	45	40,9
	Secondaire	31	28,2
	Supérieur	5	4,5
Activité principale	Agriculture	62	56,4
	Commerce	18	16,4
	Artisanat/autres activités	17	15,5
	Transport	13	11,7

Source : Enquête de terrain (modèle de présentation).

Les résultats montrent que l'agriculture demeure encore l'activité dominante des ménages enquêtés (56,4 %), mais une proportion importante (43,6 %) dépend déjà d'activités complémentaires non agricoles. Cette situation confirme l'émergence progressive d'une diversification des moyens d'existence en milieu rural.

4.2. Déterminants de la crise agricole

Tableau 4.2. Principales contraintes affectant l'agriculture à Dibaya (n = 110)

Facteurs identifiés	Effectif	Pourcentage (%)	Rang
Manque d'intrants agricoles	96	87,3	1
Dégradation des routes agricoles	92	83,6	2
Faible accès aux semences améliorées	88	80,0	3
Changements climatiques	84	76,4	4
Outils agricoles rudimentaires	82	74,5	5
Conflits fonciers	76	69,1	6
Absence de crédit agricole	71	64,5	7
Faible accompagnement technique	69	62,7	8
Maladies des cultures	65	59,1	9
Pesanteurs coutumières	43	39,1	10

Les résultats indiquent que la crise agricole est principalement liée à des contraintes structurelles. Le manque d'intrants agricoles (87,3 %), l'état des infrastructures rurales (83,6 %) et la faible disponibilité des semences améliorées (80 %) apparaissent comme les principaux facteurs limitant la production.

4.3. Manifestations de l'insécurité alimentaire

Tableau 4.3. Effets de la faible production agricole sur les ménages (n = 110)

Manifestations	Effectif	Pourcentage (%)
Réduction du nombre de repas journaliers	86	78,2
Difficulté d'accès aux protéines animales	79	71,8
Vente d'actifs pour acheter la nourriture	56	50,9
Endettement des ménages	52	47,3
Départ temporaire vers les centres urbains/miniers	48	43,6

L'insuffisance de la production agricole affecte directement les conditions alimentaires des ménages. Les stratégies développées apparaissent donc comme des mécanismes de survie face à une vulnérabilité croissante.

4.4. Stratégies d'adaptation développées par les ménages

Tableau 4.4. Diversification des activités économiques (n = 110)

Activités développées	Effectif	Pourcentage (%)
Petit commerce	64	58,2
Transport à vélo (bayanda)	48	43,6
Moto-taxi	41	37,3
Fabrication de briques cuites	36	32,7
Carbonisation/production de braises	34	30,9
Exploitation artisanale du diamant	29	26,4
Production d'alcool traditionnel	25	22,7
Agriculture seule	24	21,8

Ces résultats montrent une transformation importante du comportement économique des ménages. L'agriculture ne constitue plus une activité exclusive, mais devient une composante d'un système économique diversifié.

4.5. Résultats qualitatifs issus des 10 entretiens

Tableau 4.5. Synthèse des entretiens avec les informateurs clés (n = 10)

Thèmes émergents	Nombre d'informateurs concernés
Dégradation des conditions agricoles	9/10
Manque d'appui institutionnel	8/10
Départ des jeunes vers les activités urbaines/minières	8/10
Importance croissante du secteur informel	9/10
Nécessité de moderniser l'agriculture	10/10

Extraits d'entretiens

Informateur 1 (agent agricole) :

« Les producteurs veulent travailler, mais ils manquent de moyens : semences, outils, crédit et accompagnement. »

Informateur 2 (chef coutumier) :

« Les jeunes ne voient plus l'agriculture comme une activité d'avenir. Ils cherchent des activités qui donnent rapidement de l'argent. »

Informateur 3 (agricultrice) :

« Nous cultivons toujours, mais le commerce nous aide à survivre quand les récoltes diminuent. »

4.6. Résultat majeur : émergence d'un mode de production hybride

L'analyse croisée des données quantitatives et qualitatives révèle une mutation profonde du système rural de Dibaya. Les ménages ne quittent pas totalement l'agriculture, mais ils la combinent avec plusieurs activités génératrices de revenus.

Cette dynamique traduit une reconfiguration des stratégies paysannes, caractérisée par :

- une agriculture maintenue comme activité de base ;
- une diversification vers l'économie informelle ;
- une recherche de revenus rapides ;
- une adaptation aux contraintes structurelles.

Ce résultat conduit à proposer le modèle explicatif suivant :

Crise agricole → Vulnérabilité alimentaire → Diversification économique → Hybridation des activités → Reconfiguration du mode de production paysan

4.7. Discussion des résultats

L'analyse des résultats obtenus auprès des 110 ménages enquêtés et des 10 informateurs clés met en évidence une transformation progressive du système agricole et économique dans la zone d'étude de Dibaya. Les résultats montrent que la crise agricole ne se limite pas à une baisse de la production, mais traduit une vulnérabilité multidimensionnelle affectant les conditions économiques, alimentaires et sociales des ménages ruraux.

4.7.1. Profil socio-économique des ménages et transformation des moyens d'existence

Les caractéristiques des enquêtés révèlent une prédominance masculine (61,8 %) et une forte représentation des personnes âgées de 36 à 50 ans (44,5 %). Cette structure indique que l'agriculture demeure principalement portée par une population adulte active, disposant d'une expérience importante dans les pratiques agricoles traditionnelles. Toutefois, la faible proportion des jeunes adultes impliqués dans l'agriculture pourrait traduire une désaffection progressive de cette activité au profit d'autres secteurs jugés plus rémunérateurs.

Ces résultats rejoignent les observations d'Ellis (2000) selon lesquelles les ménages ruraux des pays en développement adoptent de plus en plus des stratégies diversifiées de subsistance afin de réduire leur dépendance à une seule source de revenu. Ainsi, la prédominance de l'agriculture (56,4 %) accompagnée d'activités complémentaires confirme que les ménages de Dibaya développent des moyens d'existence hybrides combinant production agricole, commerce et activités informelles.

Le faible niveau d'instruction observé, avec 26,4 % des enquêtés sans niveau scolaire et seulement 4,5 % ayant atteint le niveau supérieur, constitue également un facteur limitant l'accès aux innovations agricoles, aux informations techniques et aux opportunités économiques modernes. Comme le souligne Becker (1964) dans la théorie du capital humain, l'éducation améliore les capacités individuelles à adopter de nouvelles techniques et à saisir de meilleures opportunités économiques.

4.7.2. Les contraintes structurelles comme facteurs explicatifs de la crise agricole

Les résultats montrent que les principales contraintes agricoles sont liées au manque d'intrants (87,3 %), à la dégradation des routes agricoles (83,6 %) et à la faible disponibilité des semences améliorées (80 %). Ces résultats confirment que la crise agricole observée à Dibaya est essentiellement structurelle plutôt que liée uniquement aux capacités des producteurs.

Cette situation rejoint les analyses de la Banque mondiale (2008) qui considèrent que la faible productivité agricole en Afrique subsaharienne résulte principalement des déficits d'investissement dans les infrastructures rurales, l'accès aux intrants, la recherche agricole et les services de vulgarisation.

Dans cette perspective, les producteurs enquêtés ne semblent pas manquer de volonté de produire, mais plutôt de moyens nécessaires pour améliorer leurs performances. Les déclarations issues des entretiens confirment cette réalité : « Les producteurs veulent travailler, mais ils manquent de moyens : semences, outils, crédit et accompagnement ». Ce constat rejoint l'approche de Sen (1999) sur les capacités, selon laquelle la pauvreté ne correspond pas seulement à un manque de ressources financières, mais également à une limitation des possibilités réelles d'action.

Par ailleurs, la perception des changements climatiques par 76,4 % des enquêtés montre que les systèmes agricoles locaux deviennent de plus en plus vulnérables aux perturbations environnementales. Ces résultats correspondent aux analyses du GIEC (IPCC, 2022), qui indiquent que les petits exploitants agricoles africains figurent parmi les populations les plus exposées aux effets du changement climatique en raison de leur forte dépendance aux ressources naturelles.

4.7.3. Insécurité alimentaire et stratégies de survie des ménages

Les résultats montrent que la faible production agricole entraîne plusieurs conséquences alimentaires et sociales : réduction du nombre de repas journaliers (78,2 %), difficulté d'accès aux protéines animales (71,8 %) et vente d'actifs productifs (50,9 %).

Ces manifestations traduisent une situation d'insécurité alimentaire multidimensionnelle. Elles rejoignent le cadre d'analyse de la sécurité alimentaire proposé par la FAO, selon lequel celle-ci dépend de quatre dimensions principales : disponibilité, accès, utilisation et stabilité des ressources alimentaires.

La réduction du nombre de repas apparaît ainsi comme une stratégie d'ajustement développée par les ménages face à une insuffisance des ressources alimentaires disponibles. Cette situation confirme les travaux de Chambers et Conway (1992) sur les moyens d'existence durables, qui montrent que les populations rurales développent différentes stratégies d'adaptation lorsqu'elles sont confrontées à des chocs économiques ou environnementaux.

Cependant, certaines stratégies comme la vente des actifs ou l'endettement peuvent contribuer à fragiliser davantage les ménages à long terme. Elles représentent davantage des mécanismes de survie que de véritables stratégies de développement économique.

4.7.4. Diversification économique et émergence d'un modèle rural hybride

L'un des résultats majeurs de cette étude concerne l'émergence d'un mode de production hybride. En effet, 58,2 % des ménages pratiquent le petit commerce, 43,6 % le transport à vélo, tandis que 37,3 % sont impliqués dans le transport moto-taxi.

Cette diversification traduit une transformation profonde des stratégies paysannes. L'agriculture demeure importante, mais elle n'est plus suffisante pour assurer seule la reproduction économique des ménages.

Ce résultat confirme l'approche de Scoones (1998) selon laquelle les ménages ruraux développent des stratégies de diversification des moyens d'existence afin d'améliorer leur résilience face aux risques économiques et environnementaux.

Toutefois, la forte présence d'activités informelles telles que la carbonisation (30,9 %) ou l'exploitation artisanale du diamant (26,4 %) révèle également une forme de vulnérabilité économique. Ces activités permettent une génération rapide de revenus, mais elles peuvent accentuer la dégradation environnementale et renforcer la dépendance à des sources de revenus instables.

Ainsi, la diversification observée à Dibaya ne doit pas être interprétée uniquement comme une réussite économique, mais également comme une réponse adaptative à une agriculture devenue insuffisamment productive.

4.7.5. Analyse des résultats qualitatifs et perception des acteurs locaux

Les entretiens réalisés auprès des informateurs clés renforcent les tendances observées dans l'enquête quantitative. La majorité des acteurs interrogés reconnaissent la dégradation des conditions agricoles (9/10), l'insuffisance de l'appui institutionnel (8/10) et l'importance croissante du secteur informel (9/10).

La convergence entre les données quantitatives et qualitatives renforce la validité des résultats. Elle montre que la crise agricole est perçue non seulement comme un problème technique, mais aussi comme une question institutionnelle et sociale.

Le consensus total (10/10) sur la nécessité de moderniser l'agriculture traduit une attente forte des acteurs locaux concernant l'amélioration des systèmes de production. Cette modernisation devrait toutefois être adaptée aux réalités locales en intégrant les savoirs paysans, l'accès aux technologies appropriées et le renforcement des organisations agricoles.

4.7.6. Synthèse du modèle explicatif proposé

Les résultats permettent ainsi de confirmer le modèle suivant :

Crise agricole → Vulnérabilité alimentaire → Diversification économique → Hybridation des activités → Reconfiguration du mode de production paysan

Ce modèle montre que les ménages de Dibaya ne disparaissent pas du secteur agricole, mais réorganisent leurs stratégies économiques afin de maintenir leurs conditions de vie. L'agriculture devient progressivement une activité parmi plusieurs autres, intégrée dans un système rural plus complexe.

Cette évolution correspond à la notion de résilience rurale développée par Folke (2006), selon laquelle les communautés confrontées aux perturbations cherchent à adapter leurs pratiques et leurs institutions afin de maintenir leur fonctionnement social et économique.

En définitive, la crise agricole à Dibaya apparaît comme le résultat d'une interaction entre contraintes productives, faiblesse des infrastructures, changements environnementaux et transformations sociales. La réponse durable ne devrait donc pas se limiter à l'augmentation de la production agricole, mais intégrer une approche globale combinant modernisation agricole, diversification économique maîtrisée et renforcement des capacités locales.

5. Conclusion générale

Cette recherche avait pour objectif d'analyser les déterminants sociaux, économiques et institutionnels de la crise agricole dans le territoire de Dibaya ainsi que les stratégies développées par les ménages ruraux face à l'insécurité alimentaire. Fondée sur une approche mixte combinant une enquête

quantitative auprès de 110 ménages et des entretiens qualitatifs auprès de 10 informateurs clés, elle a permis de mettre en évidence les principales dynamiques qui transforment le système rural local.

Les résultats montrent que l'agriculture demeure l'activité principale des ménages (56,4 %), mais qu'elle ne suffit plus à garantir durablement les revenus et la sécurité alimentaire. La crise agricole est principalement liée à des contraintes structurelles, notamment le manque d'intrants agricoles (87,3 %), la dégradation des routes rurales (83,6 %), le faible accès aux semences améliorées (80 %) et les effets des changements climatiques (76,4 %).

Cette situation entraîne une vulnérabilité alimentaire caractérisée par la réduction du nombre de repas (78,2 %), les difficultés d'accès aux protéines animales (71,8 %) et le recours à des stratégies de survie telles que la vente d'actifs ou l'endettement. Face à ces contraintes, les ménages développent de nouvelles stratégies économiques combinant agriculture et activités non agricoles, notamment le petit commerce (58,2 %), le transport et diverses activités informelles.

L'apport majeur de cette étude réside dans la mise en évidence du processus de reconfiguration des stratégies paysannes. La diversification observée ne traduit pas un abandon total de l'agriculture, mais plutôt une adaptation des ménages à un environnement marqué par l'incertitude économique, sociale et environnementale. Le système rural de Dibaya évolue ainsi vers un modèle hybride où l'agriculture demeure une base essentielle, complétée par d'autres sources de revenus.

En définitive, la lutte contre l'insécurité alimentaire dans le territoire de Dibaya nécessite une approche intégrée associant modernisation agricole, amélioration des infrastructures rurales, accès aux intrants, renforcement de l'accompagnement technique et soutien aux initiatives économiques locales. La crise agricole doit donc être comprise non seulement comme un problème de production, mais comme une transformation profonde des modes d'organisation et d'adaptation des ménages ruraux.

6. Références bibliographiques

- [1] Banque mondiale. (1988). *L'Afrique subsaharienne : De la crise à la croissance durable*. Banque mondiale.
- [2] Becker, G. S. (1964). *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. Columbia University Press for the National Bureau of Economic Research.
- [3] Boudon, R. (1969). *Les méthodes en sociologie*. Presses Universitaires de France.
- [4] Brousse, C. (2006). Devenir sans domicile, le rester : Un problème lié à l'accès au logement ou à la rupture des liens sociaux et familiaux ? *Économie et Statistique*, (391-392), 33-64.
- [5] Cardon, P., Depecker, T., & Plessz, M. (2023). *Sociologie alimentaire* (2^e éd.). Armand Colin.
- [6] Chambers, R., & Conway, G. R. (1992). *Sustainable rural livelihoods: Practical concepts for the 21st century*. Institute of Development Studies, University of Sussex.
- [7] Ellis, F. (2000). *Rural livelihoods and diversity in developing countries*. Oxford University Press.
- [8] Folke, C. (2006). Resilience: The emergence of a perspective for social–ecological systems analyses. *Global Environmental Change*, 16(3), 253–267.
<https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2006.04.002>
- [9] Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO). (2006). *Food security*. FAO.

- [10] Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). (2022). *Climate change 2022: Impacts, adaptation and vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781009325844>
- [11] Munongo Mukendi, J. O. (2023). Insécurité alimentaire et logiques des acteurs sociaux dans le territoire de Dibaya. *Mes-Rids*, (129), 149-166.
- [12] Nahavandi, F. (2005). *Du développement à la globalisation : Histoire d'une stigmatisation*. De Boeck.
- [13] Ngalamulume Tshiebue, G. (2016). *Le développement rural en République démocratique du Congo : Quelles réalités possibles ?* Academia.
- [14] Nyongura, D. (2018). *Pour que l'Afrique se nourrisse : Autopsie de l'aide au développement*. Éditions de l'Atelier.
- [15] Régnier, F., Lhuissier, A., & Gojard, S. (2022). *Sociologie de l'alimentation*. La Découverte.
- [16] Scoones, I. (1998). *Sustainable rural livelihoods: A framework for analysis*. Institute of Development Studies, University of Sussex.
- [17] Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Oxford University Press.
- [18] Shomba Kinyamba, S. (Dir.). (2019). *Quelques singularités congolaises : Enjeux, compromis et reconfigurations*. L'Harmattan.
- [19] World Bank. (2008). *World development report 2008: Agriculture for development*. World Bank.